

ESR et projet de base commune

Globalement en accord avec le texte « Le temps du Commun » du projet de base commune pour la discussion de Congrès du PCF, je voudrais intervenir sur une des faiblesses du texte qu'il conviendrait de corriger. Il s'agit de tout ce qui touche aux activités, et au rôle social de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche publiques (ci -après ESR).

Dans tous les textes votés lors des derniers huit ou dix Congrès du PCF, l'Université et la Recherche étaient mentionnés en divers lieux, en rapport avec diverses activités industrielles. Sans que ce soit explicite, l'orientation qui en découlait était que le secteur public d'ESR devait répondre aux besoins de la société. Son pilotage devait, ou à tout le moins risquait être dicté par les besoins sociaux.

La section 1.1 du projet de base commune a comme titre « **Une place centrale au travail, à l'éducation et à la formation, à la recherche et à la culture.** »

A juste titre, le projet énonce que : « *l'éducation, la recherche et la culture sont au cœur de la lutte des classes* » sans préciser s'il s'agit du secteur public ou du secteur industriel (public ou privé) Au bas de la page 10, le projet observe : « *..Au nom de la rentabilité, la créativité et la recherche sont bridées et la société est divisée (?). Les systèmes d'enseignement et de recherche ont été profondément transformés : en cassant les services publics nationaux, en individualisant les parcours, en empêchant les qualifications communes et donc les revendications collectives, en fragmentant les savoirs et les cultures, en soumettant la recherche aux intérêts privés...* ».

C'est un progrès important –pour autant que je m'en souviens – par rapport aux textes antérieurs. De fait, la politique Sarkozy-Pécresse, continuée sans grand changement par Hollande-Fioraso, a obéi aux désirs des actionnaires du CAC 40 de faire des économies sur les frais de recherche industrielle pour la mise au point des brevets et des machines innovantes, en faisant faire au secteur public d'ESR le maximum de travaux en amont de l'application. Dans le domaine de l'Enseignement Supérieur, c'est la formation des cadres de l'industrie qui a été visée.. C'est ce qu'on appelle le pilotage par les besoins du capital.

Je souhaite que le document final issu du Congrès déclare explicitement qu'en ce qui concerne le secteur public d'ESR, il doit être assuré de statuts et d'un financement public suffisant pour assurer aux travailleurs scientifiques l'indépendance intellectuelle, sans laquelle la créativité serait mutilée par tout pilotage, qu'il soit par le profit privé ou par les besoins sociaux.

La question de la relation entre la Recherche et la diffusion des connaissances d'une part et les besoins sociaux d'autre part concerne pour une bonne part la diffusion de connaissances vers le secteur industriel. Elle aussi a une importance capitale. Le document final devrait, au minimum, comporter une phrase sur le fait que les rapports entre scientifiques du secteur public d'ESR et secteur industriel –qu'il soit public ou privé – devraient être basés sur le volontariat et l'intérêt mutuel, aucun secteur n'imposant à l'autre ses objectifs et ses thématiques contrairement au pilotage actuel par l'application industrielle.

Nous sommes beaucoup à penser qu'un outil privilégié pour cette collaboration mutuellement avantageuse entre secteur public d'ESR et secteur industriel serait la création de pôles industriels publics, à gestion démocratique, tel celui que la CGT de Sanofi a mis en avant pour l'industrie du médicament.

Inclure dans le document final issu du Congrès les idées énoncées plus haut serait un point d'appui pour l'activité du PCF et le rayonnement des idées révolutionnaires dans les Universités, les laboratoires publics et privés. Les forces organisées du PCF dans les établissements publics d'ESR ont été très affaiblies depuis trente ans. Les renforcer devrait être un objectif important du PCF tout

entier. Gagner la grande masse des travailleurs scientifiques à l'idée d'un changement pacifique progressiste fondé sur une majorité populaire ne saurait être sous-estimé. La classe dirigeante ne sous-estime pas l'intérêt pour elle d'offrir des perspectives intéressantes de carrière, de rémunération, à un petit nombre de responsables scientifiques en échange de leur participation obéissante au pilotage de l'ESR par l'industrie.

Il serait temps que tout le PCF fasse sienne l'idée de l'importance de gagner dans leur masse ces couches sociales aux idées de transformation sociale progressiste, et de la base minimum de garantie que le PCF souhaite leur apporter pour satisfaire leur aspiration à servir en même temps l'avancée et la diffusion d.es connaissances d'une part, et d'autre part l'émancipation individuelle et collective.